

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE N°2026-037
PRISE PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

OBJET

**Déclaration d'infructuosité
Marché 2025-45 – Mission de collecte et traitement documentaire sur la mémoire du
risque inondation sur le bassin de l'Ander**

La Présidente de Saint-Flour Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2123-1 et R.2123-1 ;

Vu les délibérations du conseil communautaire n°2020-136 en date du 30 Juillet 2020, n°2020-273 en date du 13 octobre 2020 et n°2025-130 en date du 7 juillet 2025 portant délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à la Présidente ;

Vu la consultation des entreprises n°2024-45-1, sous forme de procédure adaptée, réalisée via la plateforme www.achatpublic.com du 10 Décembre 2025 au 15 Janvier 2026 ;

Considérant l'absence de candidat soumissionnaire ;

Qu'il en résulte que la consultation ne peut qu'être regardée comme infructueuse ;

DÉCIDE

Article 1 : De déclarer le marché n° 2025-45 infructueux en raison de l'absence d'offres ;

Article 2 : De lancer une nouvelle consultation sous la forme d'une procédure sans mise en concurrence sans publicité en vertu de l'article L2122-1 du Code de la Commande publique ;

Article 3 : De dire que tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision doit être présenté devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Saint-Flour, le 26 janvier 2026,

La Présidente

Céline CHARRIAUD



Il sera rendu compte de cette décision à la prochaine séance du conseil communautaire.

Transmise en Préfecture le 29 JAN. 2026

Publiée sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le **29 JAN. 2026**